



Composé et imprimé par  
SNUipp du Finistère  
113 rte de Pont L'Abbé  
29000 QUIMPER  
02 98 53 76 77  
02 98 53 72 34  
Fax: 02 98 55 55 14  
<http://29.snuipp.fr>  
e-mail : [snu29@snuipp.fr](mailto:snu29@snuipp.fr)  
directeur: Guy Barré  
CPPAP 1009 S 05385

Sommaire:P1: édito, agenda; p2: sortie à Concarneau; p3: pétition FSU; p4: la journée d'action du 19 mars 2011

PRESSE

Dispensé de timbrage QUIMPER CTC

## Les retraités sont en colère!

Leur pouvoir d'achat en perte continue, la majorité des retraités est totalement écrasée par le poids croissant des dépenses contraintes.

### Hausse de ces dépenses en 2010:

- \*les loyers: +4%
- \*l'énergie: fuel +26,5%, gaz +13,8%, électricité +3%
- \*fourniture d'eau: +2,4%
- \*alimentation: produits frais +9,4%, fruits +6%, légumes +3%
- \*protection sociale: +2,4%
- \*assurances: +4,7%
- \*mutuelles santé: entre 5 et 8%

et revalorisation des pensions 1,1%!

Alors que la pension moyenne est de 1122€/mois (825€ pour les femmes).

Les pensions sont simplement revalorisées chaque année le 1er avril du taux de l'inflation prévue pour l'année en cours. Ce qui fait que de 2003 à 2010 les pensions n'ont progressé que de 11,6% (deux fois moins que le SMIC qui est scandaleusement peu revalorisé=.

Les retraités exigent:

\*Une revalorisation substantielle des pensions de retraites qui doit tenir compte de l'inflation connue, avec effet au 1er janvier de l'année en cours.

\*Un coup de pouce supplémentaire pour les retraités les plus modestes.

\*Pas de retraite inférieure au SMIC.

Par ailleurs le projet gouvernemental de la prise en charge «de la dépendance des personnes âgées» inquiète fortement les retraités.

La perte d'autonomie peut survenir à tous les âges de la vie, à la suite d'accidents ou de vieillissement.

Donc

Elle doit être prise en compte de la naissance à la fin de vie.

Les retraités exigent:

\*La prise en charge de la dépendance par la solidarité nationale, dans le cadre de la Sécurité Sociale.

\*Son financement dans le cadre d'une réforme d'ensemble des ressources de la Sécurité Sociale, par une cotisation progressive et universelle, fondée sur la totalité des richesses produites.

Action collective et unitaire le jeudi 17 mars sur ces deux revendications spécifiques.



Déposé le  
SNUipp29  
INFOS  
113 route de  
Pont L'Abbé  
29000  
QUIMPER

### Agenda:

jeudi 17 mars: journée d'action retraités

samedi 19 mars: journée d'action Education Nationale

mardi 29 mars: sortie à Concarneau

jeudi 14 avril: sortie à Brest

du 10 au 13 mai: séjour à Plestin les Grèves

## Sortie à Concarneau le 29 mars 2011

Rendez-vous à 9h45 Quai du Moros rive gauche.

Pour ceux qui viennent de la direction de Quimper sortir à Coat Conq, Passer devant le centre Leclerc prendre direction Trégunc, traverser le pont du Moros, tourner à droite aux feux, laisser le garage Peugeot à gauche et tourner à droite rue des Senneurs le parking est sur votre droite.

Nous marcherons le long du Moros le matin.

12h30: repas au restaurant «Le Pouce» Quai Carnot, 18€: apéro, hors d'oeuvre, plat de résistance, dessert, vin et café.

14h30: Visite guidée de la Ville Close, Environ 4€

S'inscrire avant le 21 mars 2011

auprès de Gérard Le Goff 6 Grande Allée 29170 Fouesnant

Téléphone: 02,98,51,66,32

Mail: gerard,ar-gov@orange.fr

**Participez massivement  
aux actions et rassemblements prévus le 17 mars  
Les lieux et horaires seront précisés dans la presse  
régionale**



Monsieur le Président de la République

Les retraité(e)s ont subi une forte diminution de leur pouvoir d'achat :

- revalorisation insuffisante en avril 2010 ;
- hausse des dépenses contraintes (logement, santé, transports, énergie, alimentation, etc.) ;

Ils revendiquent pour 2011 :

- une véritable revalorisation des pensions qui compense les pertes subies depuis des années et anticipe la hausse des prix pour 2011 ;
- un niveau minimum de pension égal au SMIC ;
- des mesures spécifiques immédiates pour les faibles pensions et pour lutter contre les inégalités hommes – femmes ;
- le rétablissement du lien entre les salaires et les pensions.

<b>NOM</b>	<b>PRENOM</b>	<b>LOCALITE</b>	<b>SIGNATURE</b>



**Journée nationale d'action du 19 mars 2011 -  
Appel des organisations finistériennes signataires du collectif "L'école est notre avenir"**

lundi 7 février

2011

L'éducation n'est plus une ambition pour ce gouvernement. Il aura supprimé 50 000 postes dans le service public d'éducation en cinq années mettant en difficulté écoles et établissements, dégradant de façon systématique les conditions d'accueil, de formation et de qualification des élèves, détériorant les conditions de travail de l'ensemble des personnels. La Révision générale des politiques publiques (RGPP) aura déstabilisé les personnels et affaibli les capacités de nombreux services comme celui de la Jeunesse et des Sports. Les universités sont confrontées à des difficultés budgétaires et des promesses non tenues.

Le service public d'éducation, cible de la chasse budgétaire, est tiré vers le bas.

À la rentrée 2011, ce seront 16 000 postes supplémentaires qui seront supprimés malgré l'augmentation des effectifs d'élèves. Les conséquences auront des effets immédiats sur la taille des classes dans les écoles, les collèges et les lycées, la scolarisation des enfants de deux et trois ans, les élèves en difficulté, le fonctionnement des services et l'offre d'enseignement... Le gouvernement fait le choix de la régression. Il a fait aussi ce choix en supprimant la formation initiale des enseignants entraînant ainsi démissions et effondrement du recrutement. Dans le même temps, la majorité parlementaire a décidé de favoriser l'enseignement privé au détriment du service public.

Le gouvernement ne prépare pas l'avenir. Ses choix dessinent une École où les inégalités seront renforcées, une École plus dure pour les moins favorisés, une École où la concurrence entre établissements, par l'abandon de la sectorisation, sera la règle. Les enquêtes internationales le confirment : les inégalités se creusent (enquête PISA), tandis que la France se place au dernier rang des pays de l'OCDE en terme d'encadrement des élèves. A toutes ces préoccupations, le gouvernement ne répond qu'avec des effets d'annonce.

La mobilisation citoyenne doit permettre d'inverser ces choix. Les organisations, rassemblées dans le Collectif "L'École est notre avenir", appellent tous ceux et toutes celles qui soutiennent le service public d'éducation et son engagement permanent pour la réussite des jeunes, sans distinction de fortune et d'origine, à une journée nationale d'action le samedi 19 mars.

**Dans le Finistère, rassemblements**

**Brest - 11h - Place de la mairie**

**Quimper - 11h30 - devant la Préfecture**

